



Conseil économique  
et social

UNI LIBRARY

MAR 10 1989

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALE

E/ICEF/1989/9  
31 janvier 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Session de 1989

POUR INFORMATION

EVOLUTION DES PROGRAMMES EN ASIE CENTRALE DU SUD

On trouvera dans le présent document un aperçu des programmes de coopération mis en oeuvre par l'UNICEF en Asie centrale du Sud au cours de l'année 1988. Le bureau régional de l'UNICEF est responsable des activités dans les pays suivants : Afghanistan, Bhoutan, Inde, Maldives, Mongolie, Népal et Sri Lanka.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
INTRODUCTION .....	1	3
I. APERCU DE LA SITUATION .....	2 - 6	3
II. BILAN DE L'ACTION DE L'UNICEF .....	7 - 17	4
A. Vaccination .....	8	4
B. Lutte contre les maladies diarrhéiques .....	9	4
C. Coût des soins de santé primaires .....	10	5
D. Ressources locales consacrées aux services de base ..	11 - 12	5
E. Carences nutritionnelles .....	13	6
F. Nutrition maternelle et infantile .....	14	6
G. Education de base .....	15	7
H. Activités des jeunes filles et des femmes .....	16	7
I. Environnement .....	17	7
III. CONTEXTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE .....	18 - 23	8
A. Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale .....	19 - 21	8
B. Politiques et principes .....	22 - 23	9
IV. CRITERES RETENUS PAR L'UNICEF .....	24 - 25	10



## INTRODUCTION



1. Fondée sur les rapports annuels établis par les sept pays de la région, l'analyse ci-après cherche à décrire la situation des enfants dans une perspective régionale afin d'évaluer les principaux facteurs qui influent sur leur vie : comment ils vivent et grandissent; les raisons pour lesquelles un grand nombre d'entre eux meurent ou deviennent adultes bien avant l'heure; et la manière dont la société répond aux besoins qu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire par eux-mêmes.

### I. APERCU DE LA SITUATION

2. On a dit qu'en Amérique latine la majorité des pauvres étaient des enfants et la majorité des enfants étaient pauvres. Cela est également vrai dans le sud de l'Asie mais à une échelle encore plus grande. La pauvreté a été et est toujours la caractéristique dominante. Les sécheresses et inondations, les tremblements de terre et explosions de violence qui ont été l'année passée plus nombreux que d'habitude, n'ont pas contribué à en faire perdre du terrain. Bien que l'on n'en connaisse pas le pourcentage exact, les personnes vivant en deçà ou à la limite du seuil de pauvreté sont la majorité dans l'ensemble de la région. Il s'agit pour l'essentiel des analphabètes, des malades et des non-vaccinés, des mal-nourris et des chômeurs, des infortunés et des ratés. On y trouve le travailleur sans terre et le travailleur migrant sans abri, la fillette abandonnée, la mère épuisée et la femme condamnée à faire des travaux pénibles et ingrats. Ce n'est pas un hasard si dans leurs déclarations de politique générale, les gouvernements de la région, reprenant l'expression familière d'une autre décennie, parlent de "besoins fondamentaux". Il semblerait donc naturel que le rôle de l'UNICEF soit d'empêcher que l'histoire du "développement" ne se répète en encourageant l'établissement de liens et en évitant la fragmentation des initiatives bien intentionnées.

3. Les taux de mortalité infantile (TMI) sont un autre indicateur classique de la pauvreté bien qu'ils soient généralement moins révélateurs lorsqu'il s'agit d'agrégats importants ou mixtes, comme ceux enregistrés au Boutan et au Népal (130 pour 1 000 naissances vivantes) et en Inde (96 pour 1 000 naissances vivantes) en 1986. Toutefois, il ne faudrait pas tirer de conclusions hâtives et optimistes, sur le plan du développement, de taux de mortalité infantile pris isolément, comme dans celui de Sri Lanka, qui est de 22 pour 1 000 naissances vivantes ou celui de l'Etat de Kerala, en Inde, qui est de 27 pour 1 000 naissances vivantes.

4. La réduction des taux de mortalité infantile demeure un objectif prioritaire dans la région et ce, d'autant plus que certains districts du Népal et certaines régions de l'Inde ont des taux deux fois plus élevés que la moyenne nationale, elle-même déjà très forte. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la vie d'un enfant ne se résume pas simplement à une victoire sur la mort, la maladie et l'incapacité. Certes, cela demeure un objectif irréductible, mais les stratégies pour les années 90 devront dépasser cette façon de penser pour chercher à améliorer de manière positive et dynamique la vie, la santé, la croissance et les capacités de l'enfant.

5. A la veille de la prochaine décennie des Nations Unies pour le développement, il est indispensable que la région s'efforce de mettre en valeur les capacités de l'homme, compte tenu de l'écart qui ne cesse de se creuser entre la dure réalité

et le potentiel humain qui existe dans chaque pays comme en témoignent les aperçus de programmes de pays. Cet écart ne peut être comblé que si l'on continue d'offrir des chances égales à 850 millions de personnes vivant dans la région et en particulier aux enfants qui eux en constituent les deux cinquièmes. Il est évident que l'on ne pourra réaliser de progrès que si l'on regroupe, maintient et gère correctement tous les éléments d'un programme conçu spécialement pour soutenir des vies constamment menacées.

6. Conscients de ce fait, les gouvernements s'efforcent maintenant d'adopter une approche globale de la mise en valeur des ressources humaines. Partenaire modeste dans l'action commune en faveur du développement, l'UNICEF doit réorienter son approche pour tenir compte des réalités locales et aider les gouvernements et les peuples à formuler les stratégies nécessaires en vue d'entreprendre les tâches déjà identifiées.

## II. BILAN DE L'ACTION DE L'UNICEF

7. L'UNICEF travaille dans la région depuis près de 40 ans. Au début, l'UNICEF a essentiellement fourni des secours d'urgence puis il a lancé une série d'activités telles que l'apprentissage des sciences au niveau primaire, l'approvisionnement en eau potable de régions éloignées ou d'accès difficile, la lutte contre les maladies endémiques au niveau local et le développement des infrastructures de santé publique. C'est en partie à la suite de ces expériences que la notion de services interdépendants dont ont besoin les enfants pour vivre a commencé à s'implanter dans tous les pays de la région. Récemment, l'UNICEF a essayé, avec un certain succès, d'aider les gouvernements de la région à adopter cette méthode en axant spécialement leurs efforts sur certaines interventions bien précises telles que la vaccination et la réhydratation par voie buccale, d'une part, et en suscitant un regain d'intérêt pour l'amélioration des méthodes d'allaitement des nourrissons et l'éducation des jeunes filles, de l'autre.

### A. Vaccination

8. Sri Lanka et les Maldives atteindront certainement l'objectif de la vaccination de tous les enfants d'ici à 1990 mais le reste de la région devra tirer le meilleur parti de toutes les ressources disponibles et utiliser tous les moyens possibles pour mobiliser la population, les organisations et les institutions au cours des deux prochaines années en vue de réaliser cet objectif. Les systèmes de santé publique et les réseaux de vulgarisation auront à accomplir un travail énorme de formation et de gestion de l'information et de la documentation, éléments qui seront indispensables à un système de soins de santé primaires viable au cours de la prochaine décennie.

### B. Lutte contre les maladies diarrhéiques

9. De plus en plus nombreux sont ceux qui apprennent ou plutôt réapprennent à utiliser les techniques de réhydratation par voie buccale pour lutter contre la diarrhée, comme l'ont révélé les enquêtes approfondies effectuées récemment sur les méthodes traditionnelles. Il est par ailleurs de plus en plus facile de se procurer les sels préemballés, maintenant distribués sous des marques locales. Si



l'on veut renforcer cette tendance, il faut mettre en place un système de distribution novateur qui, outre les dispensaires publics et les pharmacies, vise aussi les réseaux de coopératives et autres réseaux communautaires. Il semble que la morbidité liée à la diarrhée baisse certes mais faiblement. Il faut donc redoubler d'efforts pour intégrer aux soins de santé primaires les stratégies adoptées en matière de communication de masse, d'éducation sanitaire systématique, d'approvisionnement en eau salubre et de lutte contre la pollution de l'environnement, ainsi que de réhydratation par voie buccale grâce à toute une gamme de solutions de réhydratation.

### C. Coût des soins de santé primaires

10. La notion des soins de santé primaires est étroitement fonction des ressources nécessaires pour rendre les soins de santé accessibles à tous. Le principe selon lequel c'est la collectivité qui paie pour ces services s'applique autant à cette région qu'à d'autres même si la situation propre à chaque pays doit en dicter les modalités d'application. L'Initiative de Bamako - qui consiste à importer des médicaments génériques peu coûteux afin de les distribuer ou de les vendre dans les zones rurales dans le cadre des soins de santé primaires - est tout à fait valable mais ne présente pas un intérêt direct en Asie du Sud, où les industries pharmaceutiques locales prolifèrent et où des médicaments essentiels de qualité tout à fait acceptable sont offerts à des prix modestes. L'action à mener doit plutôt viser à la rationalisation des politiques en matière de médicaments, comme l'a fait le Bangladesh, et à étendre le réseau de distribution au-delà des centres de santé et des points de vente traditionnels.

### D. Ressources locales consacrées aux services de base

11. Il est d'usage dans ce sous-continent que la collectivité locale se charge, de façon organisée, de satisfaire les besoins essentiels des familles lorsque celles-ci en sont incapables. Cette tradition est encouragée par des groupes bénévoles ainsi que, d'une manière générale, par les gouvernements. Si elle bénéficie d'un soutien sur les plans politique et professionnel, cette formule suscitera probablement un intérêt croissant au sein de la population et pourra s'avérer préférable, parce que plus rentable, à une direction centralisée et à une gestion bureaucratique. Quant aux liens entre les services, ils sont assurés par l'intermédiaire d'une communauté locale activement associée à cet effort. Tout cela constitue, dans une certaine mesure, le fondement même des services de base de l'UNICEF en milieu urbain.

12. Etant donné le nombre des mécanismes institutionnels créés, on devrait pouvoir appliquer cette formule même dans les zones éloignées. Outre le développement des écoles primaires, des centres de santé primaires, des réseaux d'approvisionnement en eau des collectivités, des programmes "Des vivres pour du travail" et des centres publics de distribution en milieu rural, il existe de plus en plus de centres d'apprentissage non scolaire, de classes d'alphabétisation à l'intention des adultes, de centres de formation professionnelle et d'enseignement préscolaire, d'associations de femmes qui travaillent, de garderies d'enfants et de groupes d'analyse de la presse écrite et de la radiotélévision, ainsi que d'associations artistiques, culturelles et religieuses. Tous s'occupent de différents aspects des



mêmes problèmes sociaux. De nombreuses organisations bénévoles de la région ont collaboré à la mobilisation de toutes ces ressources locales pour satisfaire les besoins essentiels de l'homme, notamment dans les domaines de l'éducation de base, de la nutrition et de la santé. Ce faisant, elles ont également mis en place de petits groupes locaux d'agents communautaires polyvalents, dont certains ont acquis un niveau professionnel et paraprofessionnel. Tout programme de développement parrainé par l'UNICEF dans la région doit tenir compte de ce fait.

#### E. Carences nutritionnelles

13. Les carences nutritionnelles sont directement liées au manque, dans l'environnement, de divers éléments. L'anémie ferriprive est responsable de la baisse de productivité de près de la moitié de la population de la région et nuit notamment à la capacité d'apprentissage des enfants. Cela fait plusieurs années que l'on connaît cette maladie ainsi que les moyens de la guérir mais on n'a pas beaucoup avancé jusqu'ici dans ce domaine. On commence à peine à ajouter du fer au sel ordinaire. Toutefois, au cours des deux dernières années, on a réalisé davantage de progrès dans la production et la distribution de sel iodé afin de traiter les carences en iode, courantes dans la région. Les problèmes d'organisation pratique que cette production et cette distribution soulèvent sur le plan social sont dus davantage à une expérience relativement limitée de la planification et de la gestion des projets sociaux qu'à l'insuffisance des capacités technologiques à proprement parler. Cette situation montre dans quelle direction l'UNICEF doit continuer d'axer sa coopération dans la région.

#### F. Nutrition maternelle et infantile

14. Les taux de malnutrition modérée et aiguë dans la région demeurent élevés, ce qui a de graves répercussions sur la croissance des enfants et la productivité des adultes. Même à Sri Lanka et dans l'Etat de Kerala, en Inde, où les indices de la "qualité de la vie" sont impressionnants, le problème est réel et va probablement en empirant à cause de facteurs écologiques et économiques défavorables dans un contexte où la densité de la population est déjà forte bien que le taux de natalité soit relativement faible. Cela soulève la question de la conception et de la culture du développement que l'UNICEF devrait chercher à promouvoir au cours de la prochaine décennie, compte tenu de son mandat et de ses ressources. Il est évident que les politiques officielles devraient aller au-delà de l'autosuffisance en matière de production de céréales alimentaires. Les calories, pour ne pas dire les aliments protecteurs, demeurent pour beaucoup une aspiration à demi-satisfaite, à en juger par la proportion de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est défini par ce critère. Dans ce contexte, la malnutrition des mères, la morbidité et la mortalité, dont les taux régionaux sont parmi les plus élevés du monde, requièrent une attention exceptionnelle. La proportion de nourrissons ayant un poids insuffisant à la naissance est anormale : elle se situe entre le quart et le tiers de toutes les naissances. En outre, les pratiques en matière d'alimentation infantile ne sont toujours pas satisfaisantes, essentiellement parce que les mères ne connaissent pas ou ne préparent pas comme il faut les aliments qui existent sur place et qui conviennent parfaitement pour compléter l'allaitement maternel après les quatre premiers mois de la vie.



### G. Education de base



15. On ne peut encore faire état d'aucun progrès fulgurant en ce qui concerne la généralisation de l'enseignement dans les pays de la région, bien qu'il y ait des exceptions notables comme Sri Lanka. Toutefois, les gouvernements sont plus que jamais conscients des effets d'un système éducatif dans lequel les pauvres ne peuvent ou ne veulent pas entrer. C'est en Inde que l'on trouve, et que l'on trouvera encore pendant quelques années, la plus forte concentration d'analphabètes du monde. Bien que des projets expérimentaux aient permis d'apporter des réponses à plusieurs problèmes, il s'agit maintenant de savoir comment mettre en oeuvre de tels projets sur une grande échelle. Dans ce domaine critique, l'UNICEF s'intéressera non seulement à l'éducation et à la qualité de l'enseignement primaire, mais aussi à la phase de développement décisive qui correspond à la période de l'apprentissage préscolaire, ainsi qu'aux questions d'équité et d'efficacité.

### H. Activités des jeunes filles et des femmes

16. Le problème de l'égalité des jeunes filles et des femmes retient de plus en plus l'attention et commence à être pris en compte dans les politiques, plans et programmes. Bien que ce problème soit incontestablement négligé, voire totalement ignoré dans plusieurs pays de la région, on ne dispose guère à cet égard de renseignements fiables. La politique adoptée, entre autres, par l'UNICEF, qui vise à promouvoir les préoccupations des femmes par le biais de programmes communs plutôt que de programmes sectoriels, semble avoir les meilleures chances de contribuer durablement à rendre de plus en plus la distinction entre les sexes sans intérêt pour les objectifs à atteindre et les tâches à accomplir pour assurer le développement social et humain. Les jeunes filles et les femmes, continueront de retenir l'attention car elles constituent l'un des groupes les plus mal desservis.

### I. Environnement

17. La dégradation physique de l'environnement (le cycle récurrent de la sécheresse et des inondations, par exemple) a eu de graves conséquences sur le plan humain. Cette situation est essentiellement imputable aux habitudes bien ancrées d'exploitation des ressources naturelles, qu'on a injustement coutume de reprocher aux pauvres (qui sont également les victimes). Les coûts sociaux étant reportés à une période ultérieure, ils deviennent en réalité une "charge" pour les enfants. Et ce n'est pas tout. Les pauvres sont aussi en fin de compte ceux qui font les frais de la détérioration de l'environnement social où criminalité et violence sont en plein essor. Ces deux aspects prospèrent à mesure que les spécificités culturelles sont gommées par un modèle de développement uniforme qui se généralise. Avec un peu d'optimisme, on peut toutefois faire valoir que si l'on parvient à rétablir l'équilibre écologique en affirmant la primauté des besoins humains (par opposition à l'exploitation), l'Asie du Sud pourrait bien avoir le bon sens nécessaire pour rectifier le tir.

### III. CONTEXTE POLITIQUE ET ECONOMIQUE


18. Le but du présent rapport n'était pas de retracer les faits importants intervenus au cours de l'année écoulée dans la région dans les domaines politique et économique, mais deux points méritent d'être signalés. Tout d'abord, la vie politique a été marquée par une certaine agitation dans au moins quatre des sept pays de la région, ce qui a inévitablement détourné l'attention de l'action discrète menée en faveur des enfants et des mères défavorisés. En deuxième lieu, une gestion économique à court terme raisonnablement efficace au niveau macro-économique - en termes de croissance globale et d'aide extérieure par exemple - n'implique nullement qu'un pays soit à l'abri de problèmes plus tenaces, comme le poids croissant de la dette intérieure et extérieure, la faiblesse de la productivité, l'augmentation des coûts de l'administration et des armements et, par voie de conséquence, une tendance bien établie à l'inflation des prix. Là encore, ce sont les pauvres qui sont les plus touchés par ces ondes de choc.

#### A. Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale

19. La coopération intrarégionale étant l'un des aspects les plus positifs de la vie dans la région, il est donc tout naturel de souligner les possibilités d'aide mutuelle et d'autosuffisance collective en faveur des enfants. L'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, dont cinq pays de la région sont membres (Bhoutan, Inde, Maldives, Népal et Sri Lanka), outre le Pakistan et le Bangladesh, s'est efforcée d'adopter une approche commune et globale en ce qui concerne les problèmes des enfants, leurs besoins et leurs droits.

20. A la réunion au sommet tenue à Islamabad en décembre 1988, les membres de l'Association ont examiné les améliorations apportées à la situation des enfants et renouvelé l'engagement pris dans la Déclaration de Bangalore d'accorder la priorité absolue aux besoins des enfants dans leurs plans nationaux de développement ainsi que dans leurs programmes de mise en valeur des ressources humaines. Il convient de rappeler qu'à la réunion au sommet de Bangalore, les membres de l'Association avaient souscrit aux objectifs ci-après : vaccination universelle d'ici à 1990, enseignement primaire accessible à tous, amélioration de la nutrition des mères et des enfants, approvisionnement en eau potable et fourniture de logement décent pour tous d'ici à l'an 2000. A la réunion au sommet d'Islamabad, les membres de l'Association ont également renouvelé leur appel en faveur de l'achèvement rapide et de l'adoption du projet de convention sur les droits de l'enfant. Dans la Déclaration d'Islamabad, les Etats membres ont également été invités à identifier dans leurs plans prospectifs les domaines d'intérêt commun, ou d'élaborer des plans et de les regrouper dans un plan régional ("SAARC 2000 - A basic needs perspective") comportant des objectifs précis à atteindre avant la fin du siècle. Un plan d'action régional serait élaboré afin de renforcer l'aptitude à faire face aux catastrophes et à protéger et préserver l'environnement. L'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale a également décidé de faire de 1989 la lutte contre l'abus des drogues, et de 1990 l'Année des petites filles. Reconnaissant que l'enseignement est l'un des secteurs où il est le plus urgent d'agir, les membres de l'Association ont décidé, à la réunion d'Islamabad, de créer un comité technique de l'enseignement qui vient s'ajouter à 11 autres comités techniques s'occupant chacun d'un domaine de coopération intrarégionale. Ils ont



également préconisé le lancement d'un vaste processus en vue de l'élaboration d'une stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. 

21. La stratégie adoptée par l'UNICEF pour aider les pays membres de l'Association dans leur action au service des enfants comporte les principaux éléments suivants :

- a) Donner une même orientation aux programmes nationaux de coopération;
- b) Faire agir simultanément les bureaux de pays dans une direction donnée;
- c) Etablir des contacts au niveau national avec les membres des comités techniques de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale;
- d) Lancer dans les pays de l'Association des initiatives parallèles à celles des organismes bénévoles et des groupes professionnels afin d'encourager une interaction;
- e) Echanger des renseignements avec le secrétariat de l'Association.

#### B. Politiques et principes

22. Si l'on devait résumer en une phrase l'oeuvre qui reste à accomplir en faveur des centaines de millions d'enfants de la région, ce serait celle-ci : les gouvernements doivent investir beaucoup plus et dépenser de manière plus judicieuse. C'est là l'objet d'une stratégie qui vise à renforcer les capacités humaines. Le savoir-faire et l'esprit d'entreprise des hommes peuvent faire toute la différence pour ce qui est du taux de croissance et de la qualité du développement.

23. Cela a des incidences importantes sur les politiques que les pays de la région, ainsi que l'UNICEF, devraient adopter au cours de la prochaine décennie. Résumons-les ainsi :

- a) Il convient d'évaluer les besoins fondamentaux, et notamment de fixer des objectifs en ce qui concerne les niveaux à atteindre dans les domaines de la nutrition, de la santé et de l'enseignement et de planifier soigneusement la satisfaction de ces besoins en termes de production et de consommation;
- b) Il convient d'assurer, par le biais de la planification, la distribution équitable des biens et services de base, en prévoyant des programmes d'action tendant à accroître la productivité des pauvres;
- c) Il convient de créer des possibilités d'emploi adéquates, de redistribuer les moyens de production et d'accorder une assistance sociale aux groupes de population les plus démunis;
- d) Il importe de décentraliser le processus de planification, de sorte que ceux pour qui il est conçu le comprennent et y participent véritablement.

#### IV. CRITERES RETENUS PAR L'UNICEF

24. Conformément aux principes susmentionnés, l'UNICEF respectera les critères ci-après :

a) L'UNICEF définira sa contribution à des objectifs précis et, dans le cadre des objectifs fixés aux niveaux national, régional et mondial, indiquera les buts qu'il se propose d'atteindre;

b) Les programmes appuyés par l'UNICEF doivent "changer quelque chose" pour un grand nombre de gens et pouvoir être repris sur une plus grande échelle;

c) L'UNICEF appuiera les initiatives locales prises en réponse à une demande pour atteindre les objectifs plutôt que les actions extérieures consistant à fournir des biens ou des services;

d) L'UNICEF poursuivra ses efforts de mobilisation et de développement des connaissances, de la demande et de l'engagement politique à tous les niveaux afin que les connaissances, les techniques et les méthodes disponibles soient utilisées pour trouver des outils efficaces, axés sur les personnes, qui permettent de réaliser les objectifs des programmes;

e) L'UNICEF retiendra les approches susceptibles de rendre la population et ses représentants capables de traiter eux-mêmes les problèmes, tout en soulignant qu'il faut aussi l'appui et la participation des milieux politiques et professionnels;

f) Les approches bénéficiant d'un soutien de l'UNICEF useront de tous les moyens disponibles et consisteront à forger de vastes alliances pour assurer la réalisation des objectifs;

g) L'UNICEF continuera de mettre l'accent sur la communication et d'en accroître la qualité en contribuant non seulement à mettre des connaissances à la portée des hommes mais aussi, par une intensification du dialogue, en faisant appel aux connaissances des gens et en les respectant;

h) Comme par le passé, l'UNICEF tiendra compte du coût et de la viabilité des projets;

i) L'UNICEF continuera d'expliquer la nécessité de modifier les priorités, non seulement dans les pays en développement, mais aussi dans les pays industrialisés.



25. Bien que l'UNICEF doive inévitablement, compte tenu de ses ressources limitées, opérer une sélection dans une région où les besoins sont si vastes, ses activités de plaidoyer seront axées sur les besoins de l'enfant en tant que membre de la famille et de la communauté. Cette approche est conforme aux politiques des pays de la région et peut être suivie avec confiance dans un contexte où le développement est considéré davantage comme une question relevant de droits de l'homme que comme une option humanitaire. Cela explique aussi l'intérêt encourageant manifesté pour la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant qui verra bientôt le jour et qui, si l'on considère les suites logiques qu'elle devrait avoir, a des répercussions profondes en ce qui concerne "le droit à la vie" et, plus encore, la possibilité de vivre.

-----